

*Les crédits*

assumer son rôle de leader sur le plan de la recherche et du développement.

Le pilier sur lequel repose toute la stratégie gouvernementale est bien la création d'un super ministère, celui de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, venu remplacer l'ancien ministère de l'Expansion industrielle régionale. Ce dernier, comme son nom l'indiquait, avait comme principal mandat de s'attaquer aux inégalités régionales. Même s'il englobait des dossiers à caractère scientifique, le MEER ne parvenait pas vraiment à intégrer la politique industrielle à celle des sciences et de la technologie.

• (1650)

Pour nous comme pour l'écrasante majorité des spécialistes et des observateurs de la scène économique, il est indéniable que le progrès d'un pays comme le nôtre dépend désormais de sa capacité d'affronter la concurrence avec succès sur la scène internationale. En créant Industrie, Sciences et Technologie Canada, nous avons simplement reflété la position quasi unanime de la foule de particuliers, de groupes d'intérêts, d'associations et d'entreprises que nous avons inlassablement consultés dans tout le pays. Leur message était clair: les sciences et la technologie devaient être au centre des activités du gouvernement. De là notre engagement à inciter tous les secteurs à viser l'excellence, en matière de développement scientifique et technologique, et à être pour eux de véritables partenaires.

Très tôt, madame la Présidente, nous nous sommes aperçus que la mondialisation des marchés et l'effritement des frontières économiques à l'échelle planétaire constituaient une menace pour notre pays. Le Canada, faute d'avoir su «se brancher» sur les grands courants d'innovation internationaux, risquait de se retrouver isolé, à court ou à moyen terme. Qui plus est, l'expertise que nous avons acquise dans certains domaines ne correspondait plus dans une large mesure aux normes de performance contemporaines.

Cela je le déplore sincèrement. Le gouvernement qui nous a précédés ne l'avait pas compris. Il se contentait d'intervenir de manière incohérente, le plus souvent par des subventions accordées de manière aléatoire, en espérant que les choses finiraient par s'arranger.

Pour retrouver la place qui nous revient au sein des grandes nations industrialisées, il fallait repenser nos programmes économiques, épurer ceux dont l'utilité n'était plus manifeste, étoffer ceux qui pouvaient encore s'avérer efficaces, bref, nous devons avant tout chercher

un consensus et mettre de l'ordre là où le laisser-aller avait trop souvent tenu lieu de politique.

Au lieu de tergiverser sans orientation précise, nous avons regroupé environ 75 programmes d'envergure sous le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Aux responsables de chacun de ces programmes, nous avons confié la mission de renforcer les liens entre la recherche fondamentale, la recherche appliquée, la mise au point de produits, ainsi que la production et la commercialisation tant chez nous qu'à l'étranger.

Le gouvernement a aussi déployé des efforts soutenus pour convaincre le monde des affaires et du milieu universitaire que les grandes initiatives de recherche et de développement devaient venir de leurs propres ressources dans la mesure du possible, car tendre la main et quémander des fonds ne correspond plus à ce qui se fait dans le monde industrialisé. Notre ministère se chargera avant tout de coordonner l'action des intéressés, notamment en supprimant les entraves à la rentabilité et en encourageant les entreprises à prendre leurs responsabilités, soit en accentuant leur recherche et leur développement, soit en prenant des risques pour innover.

Madame la Présidente, certains chiffres parlent d'eux-mêmes, mais doivent être répétés afin que chacun saisisse bien dans quel contexte nous évoluons.

Jusqu'à tout récemment, nos statistiques le démontraient sans équivoque, le secteur privé canadien traînait de la patte en matière de recherche et développement. N'oublions pas que seulement trois entreprises manufacturières sur 100 investissent dans la recherche au Canada. Nos concurrents, eux, se sont ouverts les yeux bien avant nous et dépensent deux fois plus que notre propre secteur privé en recherche et en développement.

Par rapport au Produit intérieur brut, le Canada se place au douzième rang parmi les pays membres de l'OCDE en ce qui concerne la recherche et le développement.

Or, il ne faut pas se leurrer, la concurrence a les reins solides pour ne citer que l'Allemagne fédérale, les États-Unis, le Japon et la Suède, ce qui n'est pas peu dire.

Pourquoi le secteur privé du Canada a-t-il tant tardé à emboîter le pas? Nous ne prétendons pas posséder toutes les réponses, évidemment. Mais il ressort, de nos consultations intensives, que les différents partenaires en cause ont l'impression de travailler en vase clos et de ne pas pouvoir partager, comme ils le souhaiteraient, l'expérience acquise par les uns et les autres, d'où un certain effet de découragement ou de désenchantement, pour plus d'un.